

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Trahison

Nous avons souvent reproché à la droite classique ses complaisances intellectuelles, ses concessions politiques et ses compromis régionaux avec le Front national. L'élection des nouveaux présidents de région a montré qu'elle avait su retrouver une certaine rigueur politique - tant il est vrai que le national-populisme est son pire ennemi - et sa pleine vertu démocratique. Qu'elle en soit très sincèrement félicitée.

L'intégrité de l'opposition fait ressortir d'autant plus fortement l'ignominie de M. Soisson. Comme l'avait fait Gérard Longuet, il aurait pu refuser par avance les voix du F.N. ou, du moins, comme M. Rausch, démissionner de la présidence obtenue dans de telles conditions. Faute d'avoir eu ce courage ou cette élégance, M. Soisson a trahi tous ses engagements politiques, et il s'est personnellement déshonoré. La simple morale exigeait qu'il soit immédiatement chassé du gouvernement.

Quand nous disions, expérience faite, que France unie était une imposture...



**La politique
contestée**

M2242 - 577 - 15,00 F



BRAVO

Vous m'avez demandé mes premières impressions sur *Royaliste*. Les voici : grande objectivité, ouverture d'esprit plus qu'appréciable, analyse de l'actualité vraiment convaincante, excellent journal de liaison ... bref *Royaliste* m'a plu et m'a poussé à adhérer à la NAR et m'a aidé à trouver quel royaliste je suis exactement. Merci et bravo.

N.B. (Vendée)

DÉCOUVERTE

Je tiens à vous signaler que j'ai trouvé *Royaliste* n° 575 particulièrement riche et intéressant : informations inédites sur l'Éthiopie, le Géorgie, un courrier des lecteurs, des articles très intéressants : « Ne tirez pas sur le pianiste », « L'idéologie allemande », « Sommes-nous de gauche ? ». Enfin quel plaisir de voir un descendant du Comte de Paris prendre la parole de la sorte : cela marque beaucoup ! J'ai par cette occasion découvert la princesse Chantal de France que je ne connaissais pas du tout.

H.R. (Nantes)

ANTIFÉMINISME ?

J'ai été assez désagréablement impressionné par les réactions de Monseigneur le comte de Paris au discours de la princesse Chantal de France. Cette rigueur antiféministe me semble quelque peu anachronique, surtout à l'heure où les souverains du Royaume Uni, du Danemark et des Pays-Bas sont précisément des femmes ...

P.J.D. (Mougins)

DROITE LIGNE

J'ai lu avec intérêt le discours de la princesse Chantal de France : excellent ! La réaction du comte de Paris est incompréhensible. Sauf à me tromper le discours en question est un hommage indirect à son action et, compte tenu de ce que l'on sait de ses convictions, je ne vois pas ce qu'il a de critiquable.

M.F. (Nice)

J'ADHÈRE !

Aujourd'hui, j'ai pris ma demande d'adhésion et l'ai enfin remplie. Pourquoi adhérer ? Parce que j'en ai assez de l'argent-roi, des divisions partisans, de la démagogie de droite (surtout la plus extrême) et de gauche (qui a aussi trouvé son bouc émissaire : J.M.L.P. les quatre lettres qui font peur) qui minent la démocratie. Parce que je me sens proche de vous la N.A.R.. Parce que les appa-

reils partisans m'ont tous déçus. Parce que votre position, la mienne, est ambiguë pour les autres. Parce que, parce que j'ai tant de bonnes raisons ... Mon seul reproche était de vous être acoquinés avec *France-Union*, le facteur de division que je vous avais reproché, vous en êtes sortis, plus rien ne me retient, j'adhère. J'adhère pour dire ma fidélité à la Maison de France malgré l'indifférence de certains de ses membres. J'adhère pour dire ma proximité d'idées avec la NAR (même si elle n'est pas dépourvue de toute critique et les critiques sont nécessaires si vous ne voulez pas sombrer dans l'autosatisfaction comme à l'*Action Française*) et pour vous aider modestement à renouer les liens entre la France et l'aventure capétienne hors de tout totalitarisme.

P.E. (Amiens)

RÉPONSE A UN MANIAQUE

Vous êtes bien bons d'avoir passé la lettre d'un lecteur « maniaque » sans y répondre ! Cette personne vous reprochait, d'une part d'avoir illustré une de vos couvertures par une silhouette de la France qui ne comportait pas tous les D.O.M. et T.O.M.. A ce que je sache, une illustration n'est pas un exposé doctrinal et lorsque vous illustrez, par exemple, un article sur le P.S. avec une photo de Mauroy faudrait-il vous reprocher de ne pas avoir mis aussi les photos de tous les autres chefs de courant ?

L'autre reproche portait sur l'expression « paradoxe apparent » que votre lecteur qualifiait de pléonasme. Renvoyez-le donc à l'apprentissage de notre langue ou tout au moins à la lecture d'un bon dictionnaire. Un paradoxe n'est pas une « apparence » mais quelque chose de contraire à l'opinion commune (du grec *doxa* : l'opinion). Un paradoxe apparent est donc, d'une manière tout à fait correcte, une idée ou une chose qui est apparemment contraire à l'opinion commune.

D. H. (Paris)

J'HÉSITE ...

Lecteur de *Royaliste*, depuis près de deux ans, je partage assez largement vos analyses, mais j'hésite encore à adhérer à votre mouvement. Pourquoi ne publiez-vous pas de temps en temps un argumentaire des (bonnes...) raisons pour adhérer. Cela déciderait peut-être un certain nombre de gens qui sont dans mon cas, à vous rejoindre. D'une manière générale, je trouve que vous ne mettez pas assez en valeur vos activités et que vous n'indiquez pas suffisamment ce que l'on peut faire pour vous aider.

H.C. (Drôme)

Télévision

Une autre réalité

Tandis que la télévision multiplie les « reality show », certains présentateurs-vedettes connaissent l'épreuve de vérité.

Montrer la réalité - entendez par là la vie des gens, leurs problèmes, leurs tragédies : telle est la nouvelle recette de la télévision qui, à l'imitation de l'Amérique, met en scène des affaires émouvantes, scandaleuses - rentables en termes d'Audimat. Le « reality show » n'est pas un spectacle innocent, ni surtout une leçon édifiante : ce mélange de confessionnal catholique, de tribunal populaire et d'officine de basse police est une parodie parfaitement cynique de la justice et de la charité, une exploitation glauque du malheur des gens.

Or voici que certaines gloires médiatiques se trouvent maintenant traînées devant le tribunal de l'opinion publique qu'ils avaient coutume de placer sous leur égide. Ce fut d'abord Patrick Poivre d'Arvor, pris en flagrant délit d'interview fictive de Castro, puis sévèrement mouché par Béatrice Dalle. Puis Patrick Sabatier, démagogue triomphant de « Tous à la Une », qui se retrouve inculpé de complicité d'escroquerie pour avoir assuré la promotion d'un faux guérisseur.

L'animateur de TF1 bénéficie évidemment de la présomption d'innocence, que ses confrères ne respectent pas toujours lors de leurs reportages. Mais si la justice reconnaît que la bonne foi de Patrick Sabatier a été surprise, ce que nous lui souhaitons, rien ne pourra empêcher la modification du regard que porte le public sur la télévision : si les gens de médias ne retrouvent pas au plus vite le sens de leurs responsabilités, il y aura discrédit sur les personnes et sur l'ensemble de la production médiatique.

Ce discrédit peut être d'autant plus rapide que la vérité est connue depuis plusieurs années - qu'il s'agisse des trucages et autres bidonnages de l'information, de la corruption de certains présentateurs et de journalistes notoires, de la logique purement comptable de la plupart des responsables de la télévision. Lorsqu'une vérité connue devient une vérité reconnue, à la faveur d'un gros scandale ou d'un léger incident, cela provoque un bouleversement. Le plus tôt sera le mieux.

Sylvie FERNOY

Stratégies

A tous merci et encore bravo !

Dans la bataille des régionales, quelques stratèges se sont remarquablement illustrés. Gravons ces gloires dans le marbre.

Parmi les héros de la campagne socialiste, le nom de Cambadélis brille de tous ses feux. Député parisien, auto-proclamé chef de l'anti-racisme militant, il s'était signalé voici quelques mois par un grand meeting contre Le Pen où l'on avait surtout entendu des huées contre le gouvernement. A la veille des régionales, Cambadélis a fait beaucoup plus fort : une manifestation de rue qui a rassemblé quelques milliers de personnes et qui, dès le départ, a vu s'opérer une scission - les trotskistes de la L.C.R. entraînant leurs troupes vers un hypothétique assaut du meeting nationaliste au nez et à la barbe de l'ex-trotskiste Cambadélis. Un grand merci à « Camba », inventeur de la manif gigogne, et à Jean-Marie Le Guen, patron de la fédération socialiste de Paris qui a entraîné celle-ci dans ce défilé absurde : le Front national est maintenant le deuxième parti de la région parisienne, loin devant le P.S.

Quant à la palme du courage, elle revient sans conteste à Jean-Pierre Soisson, animateur de France unie qui a eu l'élégance rare de ne pas se présenter sous cette étiquette dans son département. Ainsi M. Soisson a sauvé les apparences : demeurée paisiblement inexistante, la France unie n'apparaît pas en tant que telle dans les décomptes. Ce qui ne l'a pas empêché de prendre une gifle électorale bientôt suivie d'une élection surprise à la présidence du conseil régional de Bourgogne qui a fait couler beaucoup d'encre.

Applaudissons bien fort le Mouvement des Radicaux de gauche, qui voit ses efforts couronnés de succès.

Yves LANDEVENEC



■ Jean-Pierre Soisson : brillant, courageux et fiable stratège de France-Union !

Ayant écarté de France unie tout ceux qui le gênaient, le M.R.G. a continué de soigner ses propres intérêts en concluant des accords avec le parti socialiste. Cette stratégie double a donné, en bonne logique, un double résultat : le M.R.G.-France unie est balayé, le M.R.G.-P.S. accompagne son allié dans sa défaite. Bravo, M. Zuccarelli, pour votre clairvoyance.

Quant aux instituts de sondage, ils méritent les plus vifs éloges : surestimation des résultats de J.-M. Le Pen dans les Alpes-Maritimes, surestimation des abstentions et même, pour l'un d'entre eux, erreur magistrale sur le score de Bernard Tapie. Mais c'est scientifique, puisqu'on vous le dit...

Chantal de France

Princesse et citoyenne

Encore beaucoup d'articles et de déclarations, dans la presse hebdomadaire, après le discours de la princesse Chantal.

Cette fois encore, la place nous manque pour tout citer. C'est qu'il y en a de grandes pages bien pleines dans les hebdomadaires de grande diffusion.

Ainsi, dans l'Événement du Jeudi (19 mars), Odile Grand publie un reportage empreint de sympathie pour cette « princesse à panache, panachée elle-même d'autrichien, d'espagnol et de tchèque... ». Bien entendu, Chantal de France est interrogée une nouvelle fois sur l'immigration, ce qui lui permet d'illustrer le fameux discours du 21 février d'exemples concrets : « sans la venue massive des Italiens, il n'y aurait pas eu de Renaissance » et elle insiste sur le fait que, selon notre tradition, l'intégration des populations venues d'Afrique noire et d'Afrique du Nord se fera « en douceur » par le dialogue entre les personnes et entre les cultures et surtout par l'école - comme au temps des hussards noirs de la République, entendez par là les instituteurs.

Dans *Voici* (23 mars), Frédéric Delpech fait une utile mise au point sur la loi salique, adoptée en 1326 « afin d'éviter que la couronne de France ne tombe aux mains d'Edouard III d'Angleterre, par sa mère Isabelle de France ». Si cette loi reste intangible en raison de l'absence de monarchie instituée (ce qui interdit toute évolution du droit dynastique), elle n'empêche pas les femmes de remplir leurs devoirs de princesse et de citoyenne. Après avoir rappelé

l'exemple de sa propre grand mère, la duchesse de Guise, Chantal de France déclare paisiblement que « si les Français me demandent d'être présente, ils peuvent compter sur moi ».

Bien sûr, certains de nos confrères ne pouvaient manquer d'être agacés par les déclarations de la princesse Chantal. Dans un écho qui voudrait être venimeux, *Minute-La France* demande que l'on retire le droit de vote aux ex-émigrés, c'est à dire à la Famille de France. Et, dans le *Figaro-Magazine*, une incertaine Paule Selig s'est efforcée de faire la synthèse des commentaires inexacts et des rumeurs sans fondement qui ont couru sur le dîner, les dîneurs, et le discours. Heureusement, le *Figaro Madame* du 28 mars a rétabli l'équilibre en publiant un article de celle qui veut assumer pleinement mais en toute sérénité son double devoir de « princesse et citoyenne » : « Citoyenne je le suis, avec ses droits et libertés : droit de vote, liberté de pensée, de réunion, de manifestation. Hors la justice de mon pays, nul ne peut me les retirer (...). Et puis je suis princesse. A quoi bon ce titre, s'il sert de parure dans la foire aux vanités ? Etre princesse de France, cela signifie qu'on ajoute aux droits civiques des devoirs particuliers quant au pays tout entier et quant à l'ensemble de ses habitants ». La réponse est claire, et l'intention ne l'est pas moins.

Yvan AUMONT

Lire « Royaliste » c'est bien ...
... s'y abonner c'est mieux !

Votre abonnement nous aidera à développer notre action

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Courrier des lecteurs - Une autre réalité - p. 3 : A tous merci et encore bravo ! - Princesse et citoyenne - p. 4 : Quid du GATT ? - Brèves - p. 5 : Un nouveau risorgimento - p. 6/7 : Entretien avec Léo Hamon - p. 8 : Croître sans multiplier ? - Karin Possi et l'immortalité - p. 9 : La hantise de la fin de l'Histoire - p. 10 : Bellochion le sulfureux - L'anti-chambre ou la fin d'un monde - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Fracture.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

BRÈVES

■ **BULGARIE** : M. Ahmed Dogan, président du parti de la minorité turque de Bulgarie - *Mouvement pour les Droits et Libertés* (MDL) - troisième force du parlement bulgare, s'est déclaré favorable au rétablissement de la monarchie. De retour d'un voyage éclair à Madrid, où il venait de rencontrer le roi Siméon II, il s'est prononcé pour l'organisation d'un référendum sur le rétablissement de la monarchie en Bulgarie. Une idée qui fait son chemin au Parlement de Sofia qui compte de nombreux supporters dans les rangs de l'opposition. En effet, plusieurs partis et mouvements constituant l'*Union des Forces Démocratiques* (arrivés au pouvoir lors des récentes élections législatives) affirment clairement leur soutien au roi Siméon, tout comme Konstantin Trenchchev, le président du très puissant syndicat d'opposition anti-communiste *Podkrepa*.

■ **GEORGIE** : L'arrivée au pouvoir de l'ancien ministre soviétique des Affaires Étrangères, Edouard Chevardnadze, pourrait accélérer le processus de restauration monarchique à Tbilissi. Quelques partis politiques géorgiens, parmi lesquels le *Parti Monarchiste* de Temur Zorzioliani, le *Parti National Démocratique* de Guia Chanturia, et le *Parti Traditionnaliste* d'Akaki Asatiani font campagne actuellement pour que soit organisé un référendum sur la question monarchique après les élections. La cousine du chef de la famille Bagration, Ketevan, est allée apporter son soutien à ce projet tandis que le prétendant au trône, Georges Bagration, en exil à Marbella, refuse de rentrer dans son pays appelé par trois partis sur cent-vingt-et un existants. Il attend que le pays tout entier l'appelle à Tbilissi.

■ **BELGIQUE** : L'état de santé de Baudouin Ier, roi des Belges, opéré voici quelques jours à Paris au cœur pour la maladie de Barlow, pose une fois de plus la question de sa succession. La difficile constitution d'un gouvernement au sortir des dernières élections législatives a montré toute l'importance du rôle - secret, pour être efficace - joué par le souverain. Le roi, par son aura et son habileté à démêler l'écheveau politique belge, fait l'unanimité à Bruxelles. Mais beaucoup d'observateurs belges s'inquiètent de « l'après-Baudouin », ils craignent en effet que le prince Philippe, son neveu (lequel n'est toujours que l'héritier présomptif après son père, le prince de Liège) ne puisse remplir ses fonctions avec le même brio. Pour l'heure, le prince Philippe, 30 ans, multiplie les visites dans les différentes provinces du pays et vient d'entrer dans une phase active de son initiation au dur métier de roi.

■ **FRANCE** : Le comte de Paris sera l'invité d'un dîner-débat organisé jeudi 9 avril prochain par l'association juive *B'nai Brith* de Grenoble. A cette occasion, le prince s'exprimera sur les problèmes d'identité nationale et - si l'on se souvient de sa précédente conférence devant le *B'nai Brith* de Paris en décembre 1989 - devrait renouveler son soutien à la communauté juive de France dans son rejet des thèses extrémistes de Jean-Marie Le Pen. Sans que le programme de la visite ne soit encore définitivement arrêté, le comte de Paris devrait être reçu à l'Hôtel de Ville de Grenoble et déjeuner avec des responsables économiques de la région.

Commerce

Quid du GATT ?

L'impérialisme américain, ce n'est pas une expression ringarde, mais une stratégie commerciale doublement menaçante.

Hors les milieux professionnels concernés, l'opinion publique ne se passionne guère pour les négociations commerciales internationales. Esotérisme des sigles et des dénominations (GATT, Uruguay Round), technicité des problèmes, hermétisme des commentaires, rien n'est fait pour que les citoyens aient conscience de la nature et de la portée des enjeux. Essayons !

Toujours présenté sous son sigle anglo-saxon, l'Accord général sur les tarifs (douaniers) et le commerce est un traité signé après la seconde guerre mondiale afin d'éviter les politiques autarciques (repli commercial d'une nation sur elle-même) qui avaient fortement aggravé la grande crise de 1929. Grâce à des rencontres régulières entre les pays membres (Kennedy round, Tokyo round et aujourd'hui Uruguay round), le GATT cherche donc à faciliter les échanges internationaux par l'égalisation des droits de douanes et par la suppression des protections non-tarifaires (par exemple, invoquer un règlement sanitaire pour refuser l'entrée d'un produit sur le territoire national).

Si les objectifs du GATT sont tout à fait légitimes, il va sans dire que les négociations ne sont pas idylliques, tant les intérêts en jeu sont importants. C'est ainsi que les négociations du GATT ont pris un tour nettement polémique lorsque les États-Unis ont vu leur puissance contestée par des nations concurrentes : l'Allemagne et le Japon dans le domaine industriel, la France sur le plan agricole. Observons que les États-Unis, partisans du marché quand ils y trouvent leur avantage, détestent l'application du principe de la libre-concurrence



lorsqu'ils y voient une menace. C'est cette hypocrisie américaine qui est au cœur des affrontements du GATT, et qui s'affirme cyniquement lorsque les États-Unis prennent des mesures protectionnistes (par exemple sur l'acier dans les années soixante-dix) et subventionnent massivement leur production (notamment leur agriculture) tout en exigeant de leurs partenaires qu'ils pratiquent un libre-échange scrupuleux.

Tel est, notamment, le débat autour de l'Airbus : les Américains contestent violemment les subventions que les États européens accordent à cet avion, en oubliant le soutien technologique dont bénéficie Boeing par le biais de programmes de recherches financés par le budget fédéral.

C'est la même mauvaise foi qui anime les États-Unis dans les négociations sur l'agriculture. La politique agricole commune, qui est fondée sur le principe (non-libéral) de la préférence communautaire, a permis que la CEE devienne exportatrice de produits agricoles de base. D'où le

vif mécontentement des Américains, eux aussi exportateurs de céréales, et qui utilisent leur argumentation favorite : les européens doivent, au nom du libéralisme, renoncer aux subventions à l'exportation de leurs produits agricoles qui sont contraires à la réglementation du GATT. Or les Américains qui agissent de la même manière, mais avec des méthodes moins visibles (fiscalité sur le producteur, modes de crédit) veulent quant à eux continuer à soutenir leurs exportations.

L'enjeu ? La maîtrise du marché mondial. Les conséquences ? Elles seraient à tous égards dramatiques : - Si la CEE cède aux Américains, le prix des produits agricoles sera multiplié par deux. Les difficultés des pays pauvres en seront accrues d'autant, à moins qu'ils acceptent de s'inféoder totalement aux États-Unis en échange de cadeaux alimentaires. Sous couvert de libéralisme, c'est un impérialisme économique, politique et culturel qui triomphera.

- Si la CEE cède aux Américains, la politique agricole commune sera purement et simplement détruite et la grande culture française (blé, maïs) disparaîtra. Il est facile d'imaginer les implications économiques, sociales, financières et politiques d'un tel effondrement.

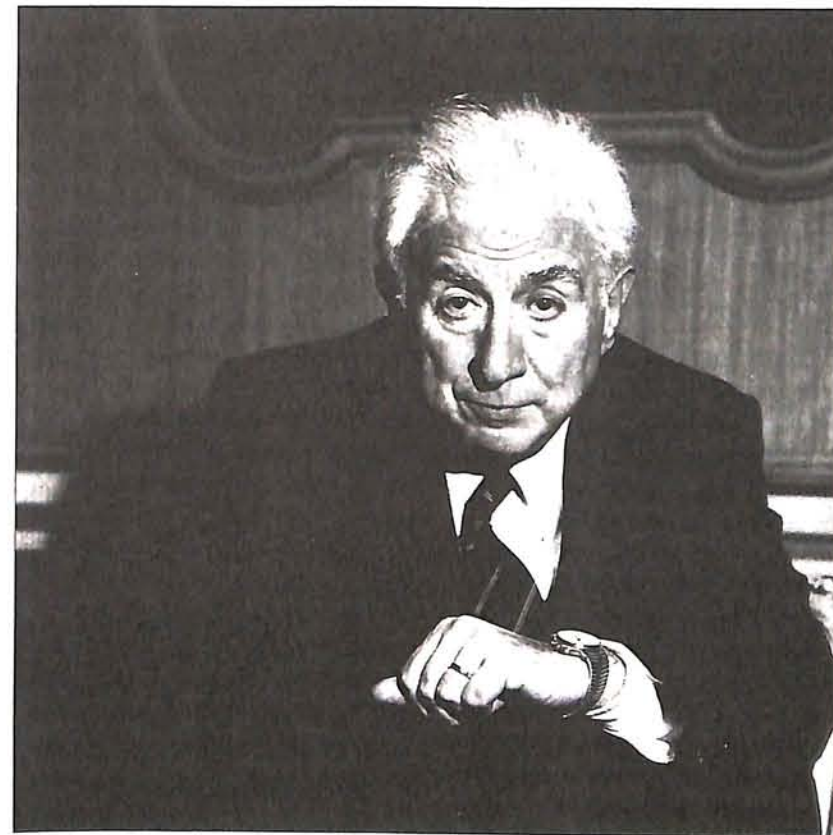
La résistance aux pressions américaines semble donc aller de soi. Mais la France est le seul pays qui soit vraiment concerné par l'enjeu agricole dans une Europe qui, par ailleurs, ne tient pas l'avenir des pays pauvres pour un souci prioritaire. Aussi faudrait-il que le gouvernement français fasse preuve de sa détermination au lieu de laisser M. Mermaz repousser les échéances. Si c'est là notre seule stratégie, nous serons vaincus. Et avec nous nombre de pays défavorisés.

Philippe VILLARET

Italie

Un nouveau risorgimento ?

Contre-coup de la chute du communisme à l'Est, la transformation du jeu politique intérieur de l'Italie, avec la résurgence de forces incontrôlables, risque d'affaiblir le pays, voire toute l'Europe..



■ Le président Francesco Cossiga a compris qu'une chance historique s'offrait à l'Italie.

Aujourd'hui pour la première fois, les catholiques et les ex-communistes peuvent se répartir sur l'ensemble des formations politiques, en bref, en pleine acceptation par tous de l'Etat libéral. C'est la seconde fin du « non expédit » qui, depuis l'entrée dans la Rome papale en 1870, interdisait aux catholiques italiens de prendre part aux élections. Levé une première fois au début du siècle pour faire barrage au socialisme comme en 1946 face au communisme, mais assorti de l'obligation de voter pour le parti catholique. Ce qui avait empêché l'émergence d'un grand parti laïque, outre la compromission des

idéaux nationaux du Risorgimento avec le fascisme italien.

Aujourd'hui on se retrouve au point de départ comme au milieu du XIXème siècle. Le succès des ligues met en cause l'unité nationale mais s'inscrit aussi dans la suite de l'ascendant du nationalisme (maison de Piémont-Savoie) tandis que l'autre composante du Risorgimento, le libéralisme, hier synonyme d'anticléricalisme se trouve relevé de cette connotation.

La volonté de nouveauté qui se manifeste en Italie pourrait tout emporter n'était la force de l'enracinement du système de clientèle dans

toute l'administration et la société civile, médias d'abord. Or, si le système se referme sur lui-même, si l'on continue les combinaisons qui permettent à la classe politique de perdurer, si la Démocratie chrétienne oscille sans fin entre partisans de l'alliance avec le parti de la Sinistra et ceux de l'alliance avec les socialistes et « l'aile laïque », restant ainsi le pivot de toute colation. L'Italie pourrait connaître une « vraie » crise intérieure. Le phénomène dépasse celui de la marginalisation du Mezzogiorno ou les effets de la déstabilisation des Balkans. Le rideau de fer passait par Trieste et le Christ s'était arrêté à Eboli, mais c'est toute l'Italie qui, comme l'Europe, était coupée en deux.

Comme au milieu du XIXème siècle, la question italienne est une question européenne. L'Europe actuelle repose sur quatre pieds, les quatre pays les plus industrialisés, par ordre, Allemagne, France, Italie et Grande-Bretagne. Que l'un flanche et tout est déséquilibré. La crise politique longue dans laquelle entrerait l'Italie remettrait en cause l'acquis économique italien en Europe et l'empêcherait vraisemblablement de remplir ses obligations communautaires de Maastricht. Elle serait plus grave que la difficile intégration de l'ex-RDA, la récession britannique ou l'effet Le Pen. Le cumul risque néanmoins de faire beaucoup à un moment où nous entrons pour quelques années dans le remue-ménage électoral.

Avant que ne se dégagent de nouvelles tendances qui cassent ici comme là le système des partis, la politique étrangère, même si elle n'est qu'un alibi (Islam ou Europe pour immigration et chômage), risque d'être tout ce temps en ballotage.

Yves LA MARCK

Léo Hamon :

« La construction européenne compromet la démocratie »

● **Royaliste : Monsieur le Ministre, comment analysez-vous ce qu'on appelle « construction européenne » ?**

Léo Hamon : Autant que quiconque, je suis conscient de la dimension européenne de notre temps. Mais je pense que cette construction européenne doit se faire sur le fondement des États et des nations qui existent. Je suis par conséquent favorable à une Europe des patries, et non à une Europe qui amènerait en quelque sorte une déstructuration des États existants.

● **Royaliste : Ne va-t-on pas vous reprocher de pactiser avec le nationalisme naissant ?**

L.H. : Nous observons à l'Est de l'Europe des mouvements nationalistes dans des populations qui se sentent de nations aux limites incertaines et qui n'ont pas encore d'État. Aussi peut-on se demander si la forme de l'État-nation est réalisable dans l'ancien empire des tsars, ou dans l'actuelle Yougoslavie : là-bas, la jonction de l'État et de la nation ne peut se faire qu'avec de très grandes difficultés, étant donné l'entremêlement des populations. Mais il ne s'ensuit pas que la forme de l'État national doive être remise en cause là où elle existe. C'est la chance ou le mérite de notre histoire que d'avoir fait coïncider un État et une nation. C'est le mérite des Capétiens, de la Révolution française et de la République : notre État est à la mesure de notre nation, il a été à la fois l'instrument de réalisation de notre nation et son moyen majeur d'action. Dès lors, tout ce qui romprait ce chef-d'œuvre de la volonté humaine et des chances de l'histoire me paraît proprement sacrilège.

Vous êtes, à « Royaliste », de ceux qui pensez qu'il y a une exigence de continuité et de destin, dont la mo-

narchie serait la forme par excellence. Je pense quant à moi que si la dynastie a joué un rôle historique, c'est maintenant la République qui doit assumer cette tâche. Mais la République n'a été légitime et ressentie comme telle que là où elle est apparue comme poursuivant le destin de la nation - que ce soit en 1792, que ce soit en 1870 après Sedan, en 1914 ou en 1940. Il n'est de continuité dans ce pays que dans la continuité d'une nation qui se sent telle et d'un État qui a joué dans son histoire un rôle beaucoup plus considérable que dans tout autre pays. Aussi, diluer cette nation, diluer cet État, c'est rompre une continuité majeure et, je le répète, détruire un chef-d'œuvre de la volonté et de l'histoire.

● **Royaliste : Dès lors, comment jugez-vous les accords de Maastricht ?**

L.H. : Si je comprends très bien le rapprochement des États européens et une permanence dans la coopération, le dessein des auteurs des accords de Maastricht me paraît tout à fait différent. M. Roland Dumas ne déclarait-il pas que ce dessein était la construction d'une Europe fédérale et supranationale ?

Entre l'idée de l'État-nation et cette Europe supranationale, il y a une contradiction qui se lit dans la décision de faire une politique extérieure commune. S'il y a une politique extérieure commune aux Douze, c'est qu'il n'y a plus de politique extérieure propre à la France, à l'Angleterre etc.

Il faut donc choisir. Je dis quant à moi que quand on détruit une politique extérieure qui commence avec François Ier et qui s'achèverait dans une politique commune, on enlève à notre État et à notre nation l'expression extérieure qui lui est nécessaire comme l'air l'est à la vie. Il est banal

de dire que la France a lancé dans le monde un message : mais si elle se tait, sa course s'interrompt. D'ailleurs, nous voyons à propos des événements de Yougoslavie qu'il n'y a plus de prise de position française.

● **Royaliste : Ne peut-on cependant dire que cette action commune vise le développement de la démocratie ?**

L.H. : Justement, ma deuxième observation sur l'Europe des Douze concerne l'État et la démocratie. La philosophie de la France depuis 1789, que partage le comte de Paris, est que le peuple détermine lui-même son destin. Cela s'appelle la démocratie. Or le développement de ce qu'ils appellent la construction européenne

compromet la démocratie de deux manières :

- elle le compromet dans le principe parce que l'histoire prouve qu'il n'y a eu de naissance de la démocratie que dans des nations qui s'éprouvaient fortement comme telles. L'acceptation de la loi majoritaire implique, pour la minorité, le sentiment d'appartenir à la même communauté que la majorité : il n'y a pas de démocratie hors de la conscience d'une communauté. Et la communauté que l'on éprouve comme telle, c'est la communauté nationale et pas une autre : nous le voyons lors des Jeux Olympiques, pendant lesquels chaque pays soutient son équipe. Dans l'Europe qu'on nous annonce, le citoyen ne se sentira plus intéressé du tout.

- elle le compromet aussi dans la pratique. En fait, la démocratie implique que les citoyens se prononcent sur les règles qui les intéressent, par les représentants qu'ils ont choisis. Ce qui justifie la compétence du Parlement, c'est d'abord l'élection de ses membres, c'est ensuite un débat, un vote, et la publicité de la motivation. Dans la Communauté européenne, les règles pleuvent, venant d'un aréopage bruxellois dans lequel les fonctionnaires ont fait serment de se détacher de leurs préoccupations nationales ; dans le meilleur des cas, au Conseil des ministres où il y a des représentants des nations, on tranche sans débat, sans contradiction, d'une manière qui, dans notre pays, ferait hurler les gens. Le transfert des compétences nationales à la Communauté, c'est ou bien le transfert d'une responsabilité des élus à des fonctionnaires, ou bien le transfert d'Assemblées délibérant publiquement à des hommes délibérant individuellement. Dans les deux cas, la démocratie est atteinte et c'est pour cela que je crois que la voie choisie est mauvaise.

● **Royaliste : Mais elle semble s'inscrire dans une voie plus large...**

L.H. : Je vous l'ai dit, ce qu'ils appellent l'Europe n'est qu'une partie de l'Europe. Et j'ajoute que pour faire ce qu'on appelle l'approfondissement, on retarde son élargissement. Quand le président de la République dit qu'il faut faire une confédération européenne pour l'Europe toute entière, je l'approuve pleinement et je le loue pour ses efforts. Mais je fais observer qu'il n'y a aucune chance que les pays extérieurs aux Douze se sentent traités en européens lorsqu'on bâtit une construction qui monte toujours plus haut en leur disant qu'ils n'y rentreront pas avant longtemps. Il faut savoir si nous pensons l'Europe entre riches, ou si nous faisons l'Europe pour tous

les européens - ce qui oblige à un effort des riches envers les pauvres. On répondra qu'il existe une aide importante. Mais il y a un paternalisme inacceptable dans ces dons envoyés à des peuples traités comme s'ils nous étaient inférieurs. L'Europe toute entière, oui. Mais qu'on ne commence pas par élever des murailles qui nous séparent !

● **Royaliste : Quels sont les risques majeurs, dans l'Europe restreinte ?**

L.H. : Dans cette Europe des Douze, l'Allemagne est prépondérante par sa population et par sa position stratégique au centre de l'Europe. L'Europe telle qu'ils la définissent va à la prépondérance allemande comme la Seine va à la mer. Toute l'histoire de France, depuis François Ier, a été un effort pour ne pas enfermer la France dans un tête-à-tête avec le germanisme qui, avec le Saint Empire comme avec Bismarck, risquait d'écraser notre pays. On dira qu'il ne faut pas perpétuer les rivalités nationales et c'est bien ma conviction. L'amitié franco-allemande est une bonne chose. Mais je constate que ces bonnes relations n'empêchent pas l'Allemagne de poursuivre avec beaucoup de vigueur ses propres objectifs. Quand le chancelier Kohl a eu la possibilité de réunifier l'Allemagne, il l'a fait sans nous attendre. Quand l'Allemagne a cru pouvoir manifester sa répugnance à l'égard de la Yougoslavie, elle a encouragé par tous les moyens - diplomatiques et autres - les séparatismes croate et slovène. Finalement, vous le savez, les Douze se sont alignés sur l'Allemagne.

Il serait naïf de s'imaginer que les vouloir-vivre nationaux disparaîtront comme par enchantement : l'Europe des Douze, si elle se confirmait, réaliserait ce que la France a su éviter tout au long de son histoire, c'est à dire l'enfermement dans un tête-à-tête avec l'Allemagne dont elle risque de devenir le brillant second. Accepter cela, c'est rompre avec notre tradition historique.

Autre point : le système institué est absurde. Comme il faut ménager les douze pays qui se sont mis ensemble, la présidence de la Communauté est assurée de six mois en six mois par un État différent. Une telle discontinuité programmée exclut la possibilité même d'une politique de continuité. J'ajoute que cette rotation

aboutit à des résultats cocasses : au moment de la crise du Golfe, la présidence était assurée par le Luxembourg, qui a la dimension d'un département français ; au cours d'une autre crise, ce furent les Pays-Bas... J'ai beaucoup de considération pour ces pays, mais il n'est pas raisonnable que ce qu'on appelle l'Europe soit ainsi représentée, dans une discontinuité par ailleurs frappante. Tout de même, la démocratie repose sur une certaine proportion entre la représentation et l'importance numérique d'une population. Que dirait-on d'un système dans lequel les ruraux français auraient deux fois plus de représentants que les citadins ? Le système européen est inégalitaire et anti-démocratique. En outre, il n'est même pas durable. D'ores et déjà, des pays comme la Suisse et la Suède frappent à la porte de la Communauté, qui comptera avant longtemps dix-sept ou dix-huit membres. Dès lors, le système de la rotation de la présidence sera encore plus absurde et il faudra changer les règles.

On nous demande donc d'aliéner la souveraineté de notre nation dans un système qui, étant aujourd'hui absurde, devra des toutes manières être révisé. À ce moment-là, les engagements pris aujourd'hui rendront encore plus difficile les révisions nécessaires : en effet, le traité de Maastricht ne pourra être révisé qu'avec l'accord de tous les signataires et nous pouvons imaginer que les petits pays négocieront âprement une perte d'influence. Par conséquent, en poursuivant son approfondissement, la Communauté européenne rend impossible toute rationalisation d'une demeure qui, de toutes façons, sera juridiquement inhabitable pendant longtemps.

N'oublions pas, enfin, que la C.E.E. privilégie la loi de la concurrence et celle de l'argent, selon les principes du libéralisme économique. Il est piquant que ce soient des hommes de tradition socialiste qui décident de s'inscrire dans cette logique. Et je suis heureux de trouver dans l'allocution de la princesse Chantal de France, citoyenne fidèle à la tradition de sa famille, des accents qui me paraissent tout à fait incompatibles avec la dénationalisation européenne.

Propos recueillis par
Bertrand RENOUVIN



Croître sans multiplier ?

L'étude de la démographie en France tient plus de l'attitude politique que du travail scientifique. C'est ce que veut démontrer Hervé Le Bras (1) pour qui la crainte de l'effondrement démographique ne tient pas à l'analyse.

Surprise : la population française connaît la croissance la plus forte de toute son histoire et le nombre annuel de naissances se situe au même niveau depuis l'après-guerre. L'ensemble de la communication «démographique» s'appuie sur un indice conjoncturel qui tient compte du nombre d'enfants qu'ont les femmes d'une même classe d'âge (la fameuse barre des 2,1 enfants par femme). Or, cet indice ne tient pas compte du fait que les femmes ont leurs enfants plus tard et il néglige les mères immigrées (elles ne font pas partie de la classe d'âge considérée, car nées hors de France).

Hervé le Bras rappelle les nombreuses confusions qui sont faites sur le thème de la démographie. Ainsi, du vieillissement de la population qui n'empêche pas un pays de prospérer (confère l'Allemagne et le Japon) et qui ne signifie pas sclérose de la société. Le vieillissement n'augmente pas les dépenses de santé, il les repousse à plus tard (ces dépenses sont très élevées peu avant la mort d'une personne, quelque soit l'âge auquel cette mort survient). Quant aux retraites, on peut s'appuyer sur les immigrés et le travail féminin pour les payer. De plus, la progression de la productivité du travail est supérieure à la dérive des coûts des retraites.

Il convient en fait de distinguer le familiarisme (aide à la famille, qui accompagne l'éducation des enfants), le natalisme (aide à la seule naissance, discours nationaliste et qui se rattache au protectionnisme économique) et le populationnisme (qui accepte l'idée de l'immigration et qui tient du discours d'empire, favorable au libéralisme économique). On l'aura compris, Hervé Le Bras s'en prend au natalisme qu'il relie

aux thèses du Front National (« faites des enfants pour éviter des immigrés »).

Les craintes lepenistes d'une invasion de l'Europe par les Maghrébins tiennent ainsi du pur fantasme (à titre de comparaison, les Chinois n'ont pas envahi le Japon).

Quatre reproches sont adressés aux natalistes : ils utilisent des arguments faux (il est vrai que leurs statistiques sont parfois tirées par les cheveux) ; ils infectent de leurs thèses les discussions sur les retraites (alors que les questions ne se posent pas sur le même plan) ; ils nient le rôle de la formation permanente et de la productivité (qui compensent le vieillissement moyen) ; ils dévalorisent les immigrés. Les explications et les statistiques de l'auteur remettent de ce point de vue les choses en place, sinon en perspective.

Par contre, le rapprochement fait entre l'extrême-droite et les natalistes (Alfred Sauvy, Jean Fourastié, Pierre Chaunu pour ne citer que les plus connus) constitue sans doute l'aspect le plus faible de l'ouvrage d'Hervé Le Bras qui s'attarde malheureusement beaucoup à régler des comptes personnels avec ses collègues de l'I.N.E.D. (Institut National des Etudes Démographiques) lequel tire, selon lui, ses origines du pétainisme.

Par ailleurs, et c'est ce qui ramène le débat à de plus justes proportions, l'auteur explique que la natalité relève avant tout de l'attitude privée des couples et que les politiques volontaristes restent donc vaines...

Christian MORY

(1) Hervé Le Bras - « Marianne et les lapins, l'obsession démographique » - Ed. Olivier Orban - Prix franco 138 F.

Karin Pozzi et l'immortalité

Ceux qui n'avaient pas l'âge de lire dans les années trente, à mesure que la NRF les publiait, les textes et poèmes d'une certaine Catherine Pozzi ont eu la surprise de découvrir d'un coup, voilà cinq ans, le « Journal » (1) que tenait de 1913 à 1934 cette philosophe ignorée.



Il n'allait pas de soi que celle qui fut la femme du dramaturge Edouard Bourdet et la maîtresse de Paul Valéry fût aussi l'une des plus rayonnantes personnalités du monde philosophique et littéraire de ce début de siècle.

L'essai que lui consacre aujourd'hui Pierre Boutang (2) révèle mieux encore la dimension paradoxale d'un penseur et poète dont la minceur de l'oeuvre - mise à part le journal - et la vie abrégée, déréglée par la souffrance, font un cruel exemple de destin contrarié et raté. Or voici que de la moindre ligne secrètement semée par Karin, et plus encore des pages quintessenciées qu'elle offrit à la publication, se dégage l'unité et la pleine conviction qui font les oeuvres majeures, celles sans qui un jalon manquerait au paysage d'un siècle.

Boutang l'aborde en philosophe comme une source vive de la philosophie, en critique, traducteur et poète comme une source vive de l'écriture en poésie. Boutang l'aborde en disci-

ple du Christ comme témoin privilégié de la grâce et aventurière hauturière de l'Esprit.

En effet, l'essentiel de l'enquête sur la trace de ce « livre inexistant, écrit pour tous, par personne, et qui ne sera pas lu » sous ses titres mutants de « De Libertate », « Du corps de l'âme » ou « Peau d'âme » tient principalement dans un conte - où le corps adorable de l'amour se révèle - et dans une tentative pour fonder scientifiquement « l'étrange dogme catholique » de la Résurrection. Hypothèse que sondait à la même époque cette autre pascalienne de style et de ferveur qu'était Simone Weil : que le dogme chrétien de transsubstantiation et glorification de toute chair soit aussi un axiome de la physique universelle, le ressort de la Création, et que donc tout langage, toute invocation du Verbe revête, jusque dans le quotidien de nos humiliations, valeur et portée prophétique de notre vocation à « retourner en Dieu ».

Il fallait cette audace singulière et cette qualité d'âme pour qu'à un demi-siècle d'écart se poursuive entre Karin Pozzi penseur et Boutang philosophe cette surprenante conversation courtoise où tout est parabole d'élévation, de « fin'amor ».

Jamais depuis longtemps ne m'avait été aussi sensible le rôle privilégié de la femme en philosophie et de la spéculation philosophique comme travail d'approche du Paradis. Le Paradis étant, comme chacun le sait en son âme secrète, non le lieu, mais l'état de l'immortalité.

Luc de GOUSTINE

(1) Préface de Lawrence Joseph, édition établie et annotée par Claire Paulhan, Ramsay, 1987.
(2) « Karin Pozzi et la quête de l'immortalité », éd. La Différence, 1991, prix franco 138 F.

La hantise de la fin de l'Histoire

I l fallait bien que ce fameux article devint un livre ! Tout le monde se souvient de l'extraordinaire débat provoqué par Francis Fukuyama, à la suite d'une conférence publiée dans une revue américaine *The national Interest*, et reprise chez nous dans *Commentaire* à l'automne 89. Le mur de Berlin n'était pas encore tombé que l'auteur, se référant explicitement à Alexandre Kojève, annonçait la fin de l'Histoire, avec l'avènement de l'Etat universel homogène. Ce qui s'est passé depuis ne pouvait que renforcer sa position, au point de tourner au triomphalisme, si une certaine arrogance «libérale» ne se trouvait constamment tempérée par le spectre du dernier homme et les sombres prophètes nietzschéens : «On doit toujours avoir en soi le chaos, pour donner naissance à une étoile qui danse». En d'autres termes, le triomphe du droit, de la démocratie, de l'économie capitaliste, en permettant une société pacifique et prospère, ne signifie-t-il pas aussi l'entrée dans le plus morne ennui, l'ère du vide, celle des âmes lasses et inconsistantes, à vous faire regretter les âges héroïques où les forts pouvaient faire flamboyer l'histoire et l'esprit ?

C'était déjà la grande interrogation de l'article de 1989. Elle est encore plus renforcée dans le livre où Francis Fukuyama a eu tout le loisir de rassembler son dossier, d'articuler ses justifications en philosophie politique et de creuser les motifs de sa propre perplexité. Que dire de tout cela qui ne corresponde grosso-modo au sentiment général, notamment celui qui fut exprimé par quatre directeurs de revues à l'émission *Caractères* de Bernard Rapp ? Une sorte d'évidence intellectuelle étayée de certitudes empiriques, mais tout de même travaillée intérieurement de doutes qui sont liés à une raison aussi sérieuse que le dénuement d'un tiers monde très loin de parvenir à cet achèvement, tiraillé par la faim, écartelé par l'injustice, massacré dans d'interminables conflits lorsque ce ne sont pas de nouvelles épidémies. Malgré ces objections qu'un polémiste de talent pourrait rassembler en un terrible réquisitoire contre l'optimisme aveugle de nos idéologues du progrès infaillible, se dresse aussi la résistance des étudiants de la place Tien An Men porteurs d'une espérance, à la longue, invincible. Il faudra encore lutter très longtemps pour que la planète toute entière puisse atteindre le terme fixé de l'Etat universel homogène. Et en attendant, le ricanement de Voltaire reviendra aussi souvent que l'idéal du meilleur des mondes semblera aux pauvres terriens comme une cinglante ironie jetée sur leurs plaies, Et cela aura-t-il vraiment une fin ?

A dire vrai, je n'en suis pas sûr du tout pour des raisons qui sont d'abord métaphysiques et me rappellent des préventions anciennes contre un certain theilhardisme qui triompha dans les années soixante. Entre l'optimisme naturel de Pierre Teilhard de Chardin et le pessimisme naturel de Blaise Pascal, qui peut trancher ? Après tout, à vue purement humaine, notre planète se refroidira au fur et à mesure que le soleil déclina et le genre humain disparaîtra. Teilhard contredit cette fatalité en plaçant dès le départ la certitude d'une consécration finale au-delà de l'histoire que Pascal ne fait intervenir qu'en contraste avec le processus inéluctable de la disparition. Mais, en dehors de cet achèvement surnaturel, n'y a-t-il pas supercherie à faire rêver à un accomplissement de l'humanité, qui est au témoignage même de ses théoriciens, le royaume même de la désillusion ? Cette fin de l'histoire pourrait bien nous rappeler notre finitude, avec plus de motifs de désespérer que de se réjouir ?

Mais Francis Fukuyama ne nie pas cela. Et l'angoisse métaphysique n'est pas absente de son analyse, lui qui rappelle justement l'exemple de Pascal, se moquant des agréments de la vie, au point de se livrer aux plus austères ascèses.

Si réellement l'histoire s'achevait avec la conquête définitive des biens nécessaires à la vie et la suppression des injustices, il n'est pas

sûr que l'humanité accèderait à un bonheur sans mélange. Le recours à Nietzsche au-delà de Hegel le montre à l'évidence. Serait-ce le début d'une post-histoire, à moins que ce ne soit celui de la véritable histoire, selon une prédiction de Marx à faire concilier avec le triomphe du capitalisme ? Puisque le choix est proposé, j'ai forte envie d'opter pour l'hypothèse optimiste, en tout cas pour une ouverture de la liberté, du sens, de toutes les aventures de l'esprit et du cœur.

En effet, le premier mouvement conduit bien à opposer à l'optimisme hégélien le tragique de l'histoire - ce que j'ai fait avec Pascal - mais à bien y réfléchir cet optimisme n'est qu'apparent, c'est l'optimisme de la fin atteinte, mais sans horizon au-delà d'elle qui puisse combler espoir ou désir. Ce n'est pas la fin de la béatitude des théologiens, c'est la fin de l'immobilité, du non-désir, du non-projet. Ce qui est à bien des égards, la modernité qu'on nous chante sur tous les tons et qui pourtant baille au vide. Non que son bilan soit vraiment contestable. Le génie scientifico-technique nous tire progressivement, et lui seul le peut, hors des affres de la pénurie et de l'impuissance devant la nature. Le progrès du droit et de la démocratie permet de sortir de la violence et d'accéder à la reconnaissance du sujet. Alors ? La question est de savoir si l'homme qui a atteint ces sommets est capable d'en atteindre d'autres, sans revenir sur ses acquis, ou si le fait de les avoir atteint détruit en lui certaines puissances qui étaient à l'origine de sa quête, de son espoir, de sa joie

C'est bien ce que laisse entendre Fukuyama en se référant à des notes de Kojève sur ses lectures de Hegel, où il indiquait que «la fin de l'histoire impliquait également la fin de l'art et de la philosophie, et du même coup, de l'activité de sa vie. Il ne serait plus possible de créer le grand art dont le but est de saisir les hautes aspirations d'une époque, comme l'Illiade d'Homère, les Madones de Vinci ou de Michel-Ange, ou le Bouddha géant de Kamakura, parce que, pour les artistes, il n'y aurait plus de nouvelles époques ni de réalisations éminentes de l'esprit humain à représenter... La philosophie aussi deviendrait impossible, puisqu'elle aurait acquis de puis le statut de vérité avec le système de Hegel... Davantage, «ce qui disparaîtrait... n'est pas seulement la philosophie ou la recherche de la sagesse discursive, mais bien cette sagesse elle-même»... Si vous appelez cela de l'optimisme !

Il s'agit bien de résignation à la finitude, à l'achèvement qui n'est pas sans parenté avec une certaine mélancolie contemporaine. La vraie discussion des thèses hegelo-kjéviennes de Fukuyama devrait porter sur ce point précis. Cette philosophie de l'histoire correspond au fond à l'achèvement d'un cycle auquel ne succède aucun retour du même qui abolirait le progrès accompli, ni aucun autre cycle qui introduirait à une métamorphose supérieure. Ce faisant, elle nie absolument la certitude magnifique du «pessimiste» Pascal selon lequel l'homme passe infiniment l'homme, ce qui interdit toute fixation à un moment de son devenir, celui-ci constituerait-il un idéal de perfection. C'est bien pourquoi, on peut se demander si au-delà de toutes les contestations de détail à faire à ce beau système, ce n'est pas son cadre théorique général qu'il faut remettre en cause. Que l'humanité progresse, c'est une heureuse constatation. Que les gains obtenus ne puissent être abolis relèvent d'une illusion et d'un préjugé. Nous aurons, demain, de terribles défis à surmonter et ne savons pas exactement en quoi ils consisteront. Surtout, tant que l'humanité subsistera, tant que des enfants naîtront, il y aura au ciel de nouvelles étoiles. Ce que le croyant sait dans la foi, le non-croyant le pressant dans la mystérieuse structure de l'esprit qui le dispose à l'espérance.

Gérard LECLERC

Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, prix franco : 158 F



La condanna

Bellochio le sulfureux

Dans « Autour du désir » (ours d'argent au festival de Berlin en 1991) Marco Bellochio et son gourou Massimo Fagioli s'interrogent sur le mécanisme de la jouissance féminine sans toutefois donner de réponse. Séduisant.

À la fin d'une visite guidée dans le palais Farnèse de Caprarola, lieu de la beauté formelle, Sandra Celestini (Claire Nebout) se laisse enfermer. Croyant être seule, elle découvre dans l'ombre un inconnu Lorenzo Collaiani (Victorio Mezzogiorno) dans la même situation insolite qu'elle. Lorenzo jouant de son charme, la provoque, la pousse à faire l'amour et la conduit à la jouissance. Au petit matin, Sandra s'aperçoit que Lorenzo avait les clés du musée et l'accuse de viol (mais peut-il y avoir viol quand il y a jouissance ?) Au cours et après le procès bâclé, le procureur Giovanni Malatesta (Andrej Sweryn) qui a obtenu la condamnation de Lorenzo, homme de la normalité et incarnation de la rationalité répressive se trouve confronté à l'insatisfaction sexuelle de sa femme et malgré toute sa bonne volonté à l'incompréhensible violence du désir féminin.

Comment représenter l'impossible représentation du cheminement du désir sans tomber dans le ridicule, le scabreux ? Grâce au refus de l'hys-

terie, de l'impudeur, Bellochio y réussit parfaitement. Tout baigne dans un halo de sérénité (la folie, c'est l'orgasme). Il ne peut y avoir selon lui de réconciliation entre la loi du désir et la loi de la société (opposition Lorenzo-Gionanni). Mais cette absence de jouissance chez la femme conduit-elle inéluctablement à la frustration, à la névrose ? Rien n'est moins sûr (1). De plus, pour éviter que le film ne tourne au didactisme, Bellochio intercale dans sa trame dramatique des gags lumineux (tarte lancée par Sandra sur la figure du procureur au cours d'un repas mondain ; pendant le procès, la femme du procureur envoie par défi une rose rouge à Lorenzo sous le regard approbateur des femmes présentes et celui offusqué de son mari) et une fin onirique. Tout cela est du meilleur effet et de la plus forte séduction.

Hugues BOCQUILLON

(1) Françoise Dolto (Sexualité féminine, livre de Poche) « L'absence d'accord charnel ne signe pas nécessairement, du moins pour la femme, l'absence d'entente créative ». Ouf ! Nous (les hommes) l'avons échappé belle. Vive la plasticité féminine !

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Lumières

L'antichambre ou la fin d'un monde

Jean-Claude Boisville nous avait déjà régalié d'un excellent « Souper » qui mettait en scène « le vice appuyé sur le bras du crime » (1) : à la veille de la Restauration, Talleyrand et Fouché préoyaient l'avenir de la France... et le leur.

Àujourd'hui, dans une veine semblable - affrontement de personnages sur fond historique, sociologique et politique - le même auteur nous fait pénétrer dans un très bel « Antichambre » (2). Ce n'est pas trahir la pièce que d'en révéler l'intrigue, qui est simple. Elle oppose deux femmes brillantes. La première, Marquise du Deffand est à présent une femme vieillissante, mais influente : correspondante de Voltaire et de d'Alembert ; son salon a pour habitués Marivaux ou les encyclopédistes. La seconde, Julie de Lespinasse, est la nièce de la marquise qui fait d'elle sa lectrice. Plus tard, elle ouvrira également un salon célèbre.

L'absolutisme royal a depuis longtemps disparu et c'est précisément dans ces salons, lieux d'intrigues et d'influences, que réside une sorte de pouvoir, ou plutôt de contre-pouvoir, intellectuel, philosophique, politique. C'est à Paris, et non plus à Versailles, que quelques femmes, dont l'intelligence et la position leur permet de jouer un rôle éminent, réunissent chez elles les plus beaux esprits de leur temps, ceux qui se veulent les plus « éclairés ». Parmi elles, Madame du Deffand et sa nièce.

Dans un raccourci remarquable (Mademoiselle de Lespinasse restera, en fait, lectrice de la Marquise de 1754 à 1764), J.-C. Boisville dévoile progressivement l'affrontement, d'abord sourd puis brutal et cruel, de deux femmes célèbres qui, un temps fort liées, vont bientôt se disputer leurs amis : Turgot, d'Alembert, le Président Hénault (3).

Mais l'habileté de l'auteur ne se limite pas à mettre en scène cette

opposition par des dialogues brillants. Il analyse aussi l'évolution d'une société. Pour Madame du Deffand «...un salon n'est pas une tribune. On peut y raisonner, mais on n'argumente jamais... et surtout on s'arrête avant la dispute ». La Marquise reçoit les philosophes, mais conserve un esprit critique : « ... ils n'ont donné congé à Dieu que pour dire la messe à la Philosophie » ; ou encore « Oui, j'apprécie leur compagnie parce qu'ils sont intelligents jusque dans leurs illusions, et que l'intelligence est bien le dernier trait dont on se lasse chez l'homme ». Julie de Lespinasse, quant à elle, n'admire pas seulement les grands esprits, elle adhère aux idées qu'ils professent : « Oui, madame, la pauvreté engendre l'ignorance et celle-ci la peur sur laquelle s'appuie le despotisme. Et c'est cette ignorance que « l'Encyclopédie » s'est donné le dessin de dissiper. Jamais depuis la Bible, un livre n'avait eu cette ambition ».

Tout est là. Une étoile pâlit - celle de la marquise du Deffand - et s'annoncent les « Lumières ». Un monde s'éteint, brillant mais sceptique, un autre naît qui croit au progrès indéfini... et une révolution pointe à l'horizon.

Est-il besoin de préciser qu'avec Suzanne Flon, Henri Virlojeux et Emmanuelle Meyssignac, l'interprétation est enthousiasmante. Une pièce à voir ; un texte à relire.

Alain SOLARI

(1) selon Chateaubriand.
(2) Théâtre de l'Atelier, Paris.
(3) Jean-François Hénault (1685-1770), Président au Parlement de Paris et membre de l'Académie Française (1723)

CONGRÈS

Nous publierons dans notre prochain numéro les textes des motions adoptées par notre 11^e congrès : motion sur l'Europe et la souveraineté nationale, motion sur la participation des citoyens à la vie démocratique et motion de politique générale qui indique les grandes lignes directrices que suivra la NAR cette année.

CARTES D'ADHÉRENT

Les cartes 1992 sont prêtes. Elles ont été remises directement aux participants du Congrès et seront envoyées aux autres adhérents par la poste.

MERCREDIS DE LA NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 24 F).

• **Mercredi 8 avril** - Étonnante carrière que celle des « Protocoles des Sages de Sion » ! Ce faux célèbre, écrit à la fin du siècle dernier, consiste en de prétendus procès-verbaux du Congrès sioniste de Bale en 1897 qui indiqueraient comment les juifs allaient procéder pour assurer l'hégémonie d'Israël sur le monde. Constamment réédités, traduits en de nombreuses langues ils représentent sans doute une des impostures qui a la vie la plus dure. **Pierre-André TAGUIEFF**, bien connu pour ses ouvrages fondamentaux sur le racisme, qui a entrepris et mené à bien une étude scientifique et systématique de ce phénomène, viendra nous la présenter.

• **Mercredi 15 avril** - En quelques mois, le tissu serré des démocraties populaires s'est déchiré. Cependant, si les régimes totalitaires se sont partout effondrés, chaque pays de l'Europe centrale a gardé des traits qui lui

CONSEIL NATIONAL

Tous les adhérents ont du recevoir le matériel électoral (enveloppe spéciale et bulletin de vote) pour le renouvellement du Conseil National. Les votes doivent nous parvenir impérativement avant le 17 avril. Le dépouillement aura lieu publiquement dans les locaux le 21 avril à 18 h.

PRINCESSE CHANTAL

À la demande de nombreux lecteurs nous avons édité en tiré-à-part le discours prononcé par la princesse Chantal le 21 février (et qui a déjà été publié dans Royaliste n° 575). Prix franco 5 F.

ont propres et qui commandent une évolution distincte. **François FEJTŐ**, dans son livre « La fin des démocraties populaires » a voulu tout à la fois mettre en évidence le mouvement d'ensemble et montrer la spécificité de chaque cas national.

• **Mercredi 22 avril** - La construction politique de l'Europe est une chose étrange. Par rapport aux enjeux, l'absence de débat dans notre pays aura été sidérante. Comme si l'aspect volontariste de cette construction s'effaçait au profit d'une fatalité qui s'abattrait sur tout un chacun. **Jean-François BENSACHEL**, dans « La France ou la souveraineté menacée », pose enfin de vraies questions sur l'Europe et lance un débat sur le rôle que peut y jouer la France. Il questionne, s'interroge et en même temps s'inquiète ; et il y a de quoi !

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une **reliure pleine toile bleue** avec inscription « Royaliste ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

SOUSCRIPTION

Merci à ceux de nos lecteurs qui nous aident à surmonter nos difficultés financières chroniques en versant à notre souscription permanente.

Liste des souscripteurs

Mme Auboyneau : 100 F - Dr. Jean Barraud : 130 F - Jean Michel Becaud : 30 F - Claude Boissin : 80 F - Philippe Clavel : 60 F - Gérard Delbos : 30 F - Michel Fontaurelle : 200 F - Roger Doin : 230 F - Christian Fleury : 100 F - G.G. : 30 F - Jean-Marie Gurvil : 100 F - Mme France Lasnier : 65 F - Antoine Lazinier : 100 F - Mlle Francine Martin : 251 F - François Verrazanne : 100 F - Michel Paris : 200 F - (A.P.) : 100 F - Jean Pidancet : 30 F - Jean-Marc Rittié : 230 F - Raphaël Souchier : 52 F -

Total de cette liste : 2218 F

PIN'S

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) :

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut - Prix franco 30 F.

- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut - Prix franco 30 F.

- Fleur de lys - 17 mm de haut - Prix franco 28 F.

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de *Royaliste*, nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Immigration et citoyenneté » et « Éducation ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

Le nouveau livre de Bertrand Renouvin :



« L'amour discret de la patrie »

Ni livre-programme, ni dissertation savante, le dernier essai de Bertrand Renouvin est plutôt une sorte de conversation tantôt vive, tantôt ironique sur des sujets qui sont d'une brûlante actualité.

C'est aussi un appel à tous ceux qui éprouvent un amour discret de la patrie à se mobiliser pour « sauver la politique ».

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

commande ex. de « L'amour discret de la patrie » au prix de 125 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Fracture

Nous voici à bonne distance pour apprécier les conséquences des bouleversements électoraux du mois de mars, réfléchir aux conséquences possibles et préciser, une nouvelle fois, les enjeux.

Mais il faut auparavant relever un fait secondaire, quoique important : dix ans après la loi de décentralisation, les élections régionales ont montré qu'il n'y avait pas, à l'exception de la Corse, d'esprit fédéraliste en France. La politique reste une affaire nationale, conçue et assumée par des partis et des mouvements nationaux - ce qui explique sans doute le faible taux d'abstention. A l'heure où la souveraineté nationale est mise à l'épreuve par une communauté européenne qui aurait selon certains vocation fédérale, c'est là une bonne nouvelle. La seule...

Car pour le reste, il y a lieu d'être inquiet. Disant cela, je ne songe pas particulièrement à l'échec prévisible du parti socialiste (il l'a bien cherché), à l'absence de la majorité présidentielle (ruinée par le sectarisme radical et les lâchetés de M. Solisson) où à l'installation du Front national dans l'ensemble des régions. Encore plus grave est la coupure entre la classe politique traditionnelle, durement étrillée le 22 mars, et les courants protestataires ou contestataires qui ont drainé plus du tiers des suffrages exprimés. Faut-il s'en féliciter, et ressortir de derrière les fagots la bonne vieille opposition entre le « pays légal » et le « pays réel » ?

PAYS LEGAL

Nous ne saurions nous résoudre à cette facilité. D'abord parce que cette analyse en trompe l'œil recèle un mépris de la loi et du droit que des royalistes ne sauraient accepter - ou alors le mot même de roi, et le principe de rectitude qu'il exprime, ne veut plus rien dire. Ensuite parce que, dans la langue de bois maurrassienne, le « pays légal » désigne l'ensemble des partis politiques que le « pays réel » désavoue et souhaite proscrire pour établir sa propre représentation cor-

porative - qui serait pour l'essentiel celle des groupes de pression.

Il est vrai que nous allons vers ce type de fracture, qui n'opposera pas un pays légal idéologique et corrompu à un pays réel sanctifié, mais les politiques aux anti-politiques. Car telle est bien la vérité commune à tous les mouvements protestataires qui s'installent au beau milieu de notre paysage familial : négation du politique par les Verts, subversion du politique par le Front national, dégradation du politique dans l'affairisme d'un Bernard Tapie, perversion du politique par les groupes de pression - aujourd'hui les chasseurs et pêcheurs, demain les automobilistes ou les amis du rail.



Il est sans doute difficile aujourd'hui de l'admettre, mais il faut se faire une raison : on ne sauvera pas la politique en détruisant les partis, qui représentent des familles et des traditions historiques qui jouent un rôle irremplaçable dans la formulation des enjeux, dans l'organisation du débat démocratique, dans la pédagogie civique. Ce qui ne doit pas les préserver de la critique.

La défaite des socialistes et les reculs de la droite au soir du 22 mars sont venus confirmer, si besoin était, que les partis traditionnels ne remplissent plus leurs fonctions. Cette carence a été trop souvent analysée ici pour que j'y revienne et la gravité des sanctions électorales aurait dû provoquer immédiatement des réactions salutaires.

Tel n'est pas le cas. Au parti socialiste, on préfère demander ou attendre un nouveau Premier ministre et un autre gouvernement plutôt que le remettre en question les discours, les attitudes et les méthodes des dirigeants. Au jeu du bouc émissaire, tout le monde sera perdant : le président de la République, qui sacrifierait des atouts pour l'avenir, un autre gouvernement, qui n'aurait pas le temps d'agir, et les socialistes qui ne semblent pas comprendre que la logique de la déroute est engendrée par leur propre parti.

EPREUVE

Dans cette épreuve de vérité, la droite classique ne déçoit pas moins. Son obsession est d'éviter la proportionnelle qui la priverait d'une victoire totale en 1993. Toute entière à son désir de reconquête, l'opposition veut ignorer elle aussi que sa principale faiblesse est en elle-même - cette épuisante rivalité entre les deux vieux chefs - et que sa volonté de confisquer la plus grande part de la représentation nationale n'est pas forcément bien accueillie. Car la proportionnelle pose bien une question de fond : peut-on, dans une démocratie, interdire l'entrée de l'Assemblée nationale à des partis et mouvements qui recueillent les suffrages d'un tiers au moins des électeurs ? Toute prétention de la vieille classe politique au monopole de l'expression publique ajoutera à son discrédit et se trouvera dans les années qui viennent durement sanctionnée.

Les solutions à cette crise du politique ? Avoir le courage, à droite comme à gauche, d'une révolution culturelle - au double sens d'un retour critique sur les traditions de pensée et d'une transformation des méthodes de direction : des analyses politiques, et non des commentaires de sondages, des idées, du sens, des repères, et non plus de la communication... Car les idées sont là, exposées dans les tribunes de nos quotidiens et déjà rassemblées en forme de programme de gouvernement (1). Si les dirigeants de la gauche et de la droite ne prennent pas leurs responsabilités, ils seront tour à tour balayés.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. par exemple B. Barret-Kriegel, *La République insuffisante*, *Libération* du 25 mars 1992.